

## **La collection : « relever ensemble les défis de la planète »**

### **La philosophie générale de la collection**

On peut appliquer aux sociétés humaines, comme aux personnes et aux entreprises, deux formules célèbres : celle de Sénèque, « il n'y a pas de bon vent pour le marin qui ne sait où il va », et celle d'Einstein, « n'espérons pas résoudre un problème dans les termes qui ont créé le problème ».

Nos sociétés vont dans le mur. Tout le monde le sent, ne serait-ce que du fait du réchauffement climatique qui fait l'objet d'avertissements tous plus dramatiques les uns que les autres sans qu'on puisse observer d'évolution notable de notre trajectoire.

Mais les défis sont mondiaux et appellent une réponse elle-même mondiale, ce qui suppose de se mettre d'accord sur les défis communs à relever ; or rien dans les relations internationales actuelles, ne nous prépare à nous mettre d'accord sur ces défis communs et sur la manière de les relever. La multiplication des défis identifiés, comme c'est le cas avec les Objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU, n'aide pas à aller à l'essentiel des causes et des solutions. Elle disperse au contraire les énergies.

Dans ce contexte morose où prédomine schizophrénie et sentiment d'impuissance, l'aventure de l'Alliance pour un monde responsable et solidaire, au cours des années quatre vingt dix, couronnée par l'Assemblée mondiale de citoyens de décembre 2001 ([www.alliance21.org/lille/fr](http://www.alliance21.org/lille/fr)) est unique en son genre : un dialogue mondial dont le but était précisément, à travers la diversité des milieux socio-professionnels, des aires géo-culturelles et des thèmes abordés, de voir s'il était possible de se mettre d'accord sur les grands défis communs.

La bonne nouvelle c'est que oui, malgré la complexité du monde et les différences de situation et de degré de développement, on peut se mettre d'accord sur un petit nombre de défis. La mauvaise nouvelle, c'est que chaque défi nécessite, pour être relevé, un profond renouvellement de nos modes de pensée et de nos institutions.

Quatre défis au total : repenser sur de nouvelles bases notre modèle d'économie ; nous mettre d'accord sur des valeurs communes, en fait sur le principe universel de responsabilité, pour fonder notre vie en société du local au mondial ; conduire une révolution de la gouvernance pour l'adapter à un monde à la fois interdépendant et très divers où on ne peut plus se contenter d'additionner des approches sectorielles ; faire émerger une communauté mondiale c'est à dire le sentiment d'un destin partagé.

Identifier des défis c'est bien ; proposer une façon de les relever, c'est mieux. Depuis l'Assemblée de 2001, c'est à cela que je me suis consacré. Quatre défis, quatre petits livres, à portée de tout un chacun, sans digressions inutiles, sans étalage de science. Des petits livres à emmener dans sa poche, à lire l'espace d'un voyage. L'essentiel. Avec bien sûr en arrière boutique des réflexions et des propositions plus approfondies pour ceux qui veulent aller plus loin. Mais, selon le proverbe, seul on va plus vite, ensemble on va plus loin. Je ne me propose pas dans ces petits livres d'avoir réponse à tout, d'offrir des solutions clé en main. Ce qui m'intéresse c'est d'ouvrir des perspectives à emprunter ensemble pour inventer, collectivement, le monde de demain.

Pourquoi quatre livres publiés au rythme de un tous les six mois ? Quatre parce que chaque défi a ses spécificités et doit être traité pour lui-même ; un tous les six mois parce que ces défis ne sont pas indépendants les uns des autres : chacun renvoie aux trois autres par un jeu de miroirs.

***Livre 1 : « le petit traité d'oeconomie », qu'on pourrait aussi appeler « le grand retour en avant de l'économie à l'oeconomie ».***

Il inaugure une proposition que l'on retrouvera dans les trois autres livres : « rien n'est nouveau sous le soleil ». Arrêtons d'être fascinés par notre propre nouveauté. Les défis auxquels sont confrontés les sociétés sont éternels. Ce qui change d'une époque à l'autre c'est l'échelle à laquelle ils se posent et les moyens matériels, techniques et intellectuels de les résoudre. Ainsi du système de production et de consommation : de tout temps, mais autrefois à une échelle locale aujourd'hui à l'échelle de la planète, les sociétés ont dû satisfaire leurs besoins et leurs désirs sans tuer la poule au œufs d'or, sans compromettre le substrat écologique dont leur avenir dépendait. Et l'on sait que les sociétés imprévoyantes en sont mortes.

C'est ça l'oeconomie, terme utilisé jusqu'en 1750 : l'art d'assurer le bien être de tous dans le respect des limites de la planète. Et c'est ce que nos modèles actuels de développement, ivres de leur capacité à plier la biosphère à nos besoins -l'hubris des Grecs-, ont oublié. Le réchauffement climatique en est simplement l'aspect le plus visible. Il faut donc retourner à l'oeconomie, pas pour revenir à la bougie mais pour utiliser le meilleur de nos connaissances et de nos intelligences au service du bien être de tous et de l'intégrité de la planète.

Partant du constat que l'oeconomie est une branche de la gouvernance, la proposition développée dans le livre est d'abandonner l'illusion que l'économie est une branche autonome du savoir -en réalité une idéologie- et de repartir de la théorie et des principes généraux de gouvernance pour l'appliquer à ce domaine particulier de l'activité humaine qu'est la production, la circulation et la consommation de biens et de services. Ce faisant, je suis amené à revisiter tous les concepts et les institutions qui nous sont si familiers que nous les croyons intouchables : l'État, le marché, la finance, la monnaie, l'entreprise, à poser des questions qui dérangent, à proposer des acteurs, une typologie des biens et services, une définition de la légitimité des acteurs, de nouveaux régimes de gouvernance, une vision nouvelle de la monnaie.

***Livre 2. La responsabilité, colonne vertébrale de l'éthique du 21ème siècle, fondement du contrat social et d'un droit international renouvelé. Que l'on pourrait intituler : « pour en finir avec des sociétés à irresponsabilité illimitée »***

Un philosophe a dit : le vingtième siècle a été celui des droits humains ; le vingt et unième sera celui des responsabilités humaines. C'est tout à fait exact. Dès la première conférence mondiale sur l'environnement, en 1972, il a paru évident que les deux piliers de la vie internationale, la Charte de l'ONU et la Déclaration universelle des droits de l'homme, n'étaient pas suffisants pour faire tenir le monde debout et qu'il manquait un troisième pilier, celui qui traitait des interdépendances entre les sociétés, entre l'humanité et la biosphère.

Une autre évidence nous est apparue à la fin des années quatre vingt : pour gérer une unique et

fragile planète, il faudrait se mettre d'accord à l'échelle mondiale sur des valeurs communes, au confluent des différentes traditions philosophiques et religieuses. Participant au départ au vaste courant de préparation d'une Charte de la Terre, que les chefs d'État n'ont pas voulu adopter en 1992, l'Alliance pour un monde responsable et solidaire s'en est détachée, convaincue de la nécessité d'un texte fondateur couvrant l'ensemble des défis communs.

C'est la responsabilité qui s'est imposée comme le concept fédérateur, parce qu'il est le corollaire de toute vie en communauté et à ce titre présent, sous des vocables divers, dans toutes les sociétés et parce qu'il est la contrepartie du pouvoir, de la liberté et de l'inter-dépendance. Un long chemin nous a conduit à l'énoncé d'une Déclaration universelle des responsabilités humaines, symétrique de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Le dix neuvième siècle a inventé la société anonyme à responsabilité limitée, pour circonscrire les risques des entrepreneurs. Mais un siècle et demi plus tard, cette addition de responsabilités limitées combinée à la souveraineté des États a créé *des sociétés à irresponsabilité illimitée*.

Le livre après avoir décrit l'émergence de la Déclaration universelle des responsabilités humaines et les principes généraux de responsabilité qu'elle énonce, s'attache aux conditions de mise en œuvre en passant en revue les trois niveaux de mise en œuvre de la responsabilité : celui des choix individuels en montrant en particulier, exemples à l'appui, le rôle de l'éducation; celui des normes collectives de conduite des milieux sociaux et professionnels, en montrant comment des Chartes de responsabilité sociétale, propres à chaque milieu mais inspirées des principes de la Déclaration, peuvent révolutionner aussi bien la recherche et l'enseignement supérieur que la finance ; celui enfin des systèmes juridiques en montrant comment l'adoption d'une telle Déclaration par l'ONU renouvellerait de fond en comble le droit international en frayant la voie à un « droit commun mondial ». Il montre aussi que si le monde a besoin pour survivre de l'adoption constitutionnelle d'une telle déclaration, cette adoption peut être préparée et en quelque sorte anticipée de multiples manières.

### ***Livre 3 : Pour une révolution de la gouvernance***

L'Occident a longtemps cru que les avancées institutionnelles et intellectuelles du siècle des Lumières, l'État et la démocratie représentative, constituaient, avec le marché, des horizons indépassables de la gouvernance des sociétés, au point qu'après la chute de l'URSS certains n'ont pas hésité à clamer « la fin de l'histoire ». Tragique myopie. Au même moment, la souveraineté des États se révélait un obstacle insurmontable à une réelle gestion des inter-dépendances mondiales, le fonctionnement compartimenté des administrations publiques rendait impossible le traitement global des problèmes, les démocraties représentatives se montraient incapables de définir les stratégies à très long terme nécessaires à la conduite d'une grande transition vers des sociétés durables, les partis politiques traditionnels ont été progressivement balayés, la foi dans la démocratie elle-même s'est érodée.

La « bonne gouvernance » prônée par les institutions internationales et présentée comme la condition nécessaire et suffisante du développement s'est révélée une coquille vide et le « consensus de Pékin » est devenu un challenger crédible du « consensus de Washington ».

La seule solution est, là aussi, de déconstruire ce qui est présenté comme des évidences, de montrer que les institutions et idéologies qui gouvernent aujourd'hui la gouvernance se sont forgés à une époque aujourd'hui révolue. Puis de reconstruire, en repartant du caractère éternel des objectifs de la gouvernance, en montrant qu'il existe des principes généraux communs et en proposant la manière de mettre en œuvre ces principes dans les conditions et pour les sociétés du 21ème siècle.

Ce que fait le livre en proposant des réponses concrètes pour chacun de ces principes et en l'illustrant par la manière dont cela se traduit aux différentes échelle de gouvernance, du local au global, avec une insistance particulière sur : la gouvernance à multi-niveaux et la subsidiarité active ; le mode d'organisation des institutions publiques pour les rendre capables d'aborder des défis complexes ; les processus dynamiques d'élaboration et d'évaluation des politiques publiques ; les conditions de renouvellement de la démocratie. Et, parmi les échelles de gouvernance, en s'intéressant notamment à trois échelles essentielles et sous investies par les doctrines actuelles : la gouvernance territoriale ; l'intégration régionale à partir de l'exemple de la construction européenne ; la gouvernance mondiale.

#### ***Livre 4. La construction des communautés et l'émergence d'une communauté mondiale***

Si tout le monde s'accorde à reconnaître l'inadaptation actuelle de la gouvernance mondiale et son incapacité à faire face aux défis dont dépend notre avenir, les solutions avancées font l'impasse sur une donnée majeure : la gouvernance constitue le moyen pour une communauté de se gérer et d'assurer sa survie à long terme, *mais que se passe-t-il quand le sentiment d'une communauté n'existe pas au préalable* et qu'il faut donc la construire en priorité ?

Cette question se pose à l'échelle du monde mais elle se pose aussi à d'autres échelles plus réduites. Ainsi, la construction européenne actuelle souffre d'une faiblesse congénitale : on a cru que la construction d'un marché européen unique et la mise en place d'institutions « européennes » - Commission, Parlement, Conseil européen, Cour de justice- induiraient au fil du temps la conscience d'une communauté de destin des Européens. Or il n'en est rien.

Le livre explore à partir d'une série d'exemples concrets, à l'échelle locale, nationale, européenne et mondiale et en s'appuyant sur des expériences vécues -, l'Alliance pour un monde responsable et solidaire, le Forum China Europa, la proposition d'un processus instituant pour l'Europe-, les modalités nouvelles de dialogue entre les sociétés qui permettent de construire le sentiment d'une communauté, en reprenant le proverbe africain : « donnez leur une tour à construire et vous en ferez des frères ». C'est à travers cela et en valorisant les acquis des trois premiers livres que s'esquissent les conditions concrètes d'émergence d'une communauté mondiale, en insistant à la fois sur les méthodes à mettre en œuvre et sur les obstacles à surmonter.